

Retrouvez ce document  
sur **impots.gouv.fr**.  
Pour vos démarches,  
il suffit de fournir une  
photocopie, vérifiable sur  
**impots.gouv.fr/verifavis**

M BERTON SEBASTIEN  
21 RUE JULES VERNE  
85170 BELLEVIGNY

CC

Vos références

Numéro fiscal : 16 55 691 168 068 C

Revenu fiscal de référence : 1540

Référence du document : 18 A3 5266826 32

Adresse d'imposition au 01/01/2018 :  
21 RUE JULES VERNE  
85170 BELLEVIGNY

Numéro FIP : 850 75 19 1390047789 3

Numéro d'ordre : 1

Date d'établissement : 13/04/2018

Votre situation

**MONTANT DE VOTRE IMPÔT**

0 €

Les acomptes provisionnels ou mensuels que vous  
avez éventuellement versés **ne sont pas mentionnés**.  
Ils vous seront remboursés ultérieurement par  
virement ou lettre-chèque.

Vos démarches

- ➔ **Sur impots.gouv.fr :** Accédez à votre espace particulier pour télécharger vos déclarations et avis d'impôts, payer et gérer vos contrats de prélèvement, déposer vos réclamations et poser vos questions grâce à votre messagerie sécurisée.
- ➔ **Par courriel :** Utilisez votre messagerie sécurisée dans votre espace particulier sur **impots.gouv.fr**
- ➔ **Par téléphone :**
  - Pour tout renseignement concernant le prélèvement à la source mis en place en 2019 : 0 811 368 368\*
  - DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 19H.
  - Pour toute autre question personnelle, veuillez contacter votre centre des finances publiques.
- ➔ **Sur place :**

Rendez vous à votre centre des finances publiques.

Retrouvez les coordonnées et les horaires d'ouverture de votre centre des finances publiques sur **impots.gouv.fr**, rubrique « Contact ».

\* (Service 0,06 € / min + prix appel)

*Indépendamment des sanctions fiscales encourues le cas échéant, le fait pour une personne de se faire délivrer indûment par une administration publique, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende en vertu des dispositions de l'article 441-6 du code pénal. Est puni des mêmes peines le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu.*

**COPIE**